



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
12 mars 2008
Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante et unième session

Vienne, 10-14 mars 2008

Projet de rapport

Rapporteur: Nicola **Rosenblum** (Australie)

Additif

Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues

1. À ses 1286^e, 1287^e et 1291^e séances, les 10 et 12 mars, la Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit:

“Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues:

- a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
- b) Organe international de contrôle des stupéfiants;
- c) Suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
 - i) Mesures visant à prévenir la fabrication, l'importation, l'exportation, le trafic, la distribution illicites et le détournement de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
 - ii) Plan d'action contre la fabrication illicite, le trafic et l'abus de stimulants de type amphétamine et de leurs précurseurs;
- d) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.”

2. Pour l'examen du point 6, la Commission était saisie des documents suivants:

- a) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2007 (E/INCB/2007/1);



b) Précurseurs et produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes: Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2007 sur l'application de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (E/INCB/2007/4).

3. Une déclaration liminaire a été faite par le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Des déclarations ont été faites par l'observateur de la Slovénie au nom de l'Union européenne, par les représentants du Japon, de la Belgique, de la Suisse, des Pays-Bas, de la Turquie, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des États-Unis, de la Chine, du Nigéria et du Pérou, par le Vice-Ministre de la défense sociale de la Bolivie et par le représentant de l'Argentine. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de la France, de la Malaisie, de l'Azerbaïdjan, de la Suède, de la Norvège, du Liban, de la République arabe syrienne, du Danemark et de l'Afrique du Sud. Les observateurs de la Communauté européenne et de l'Organisation mondiale de la santé ont également pris la parole.

A. Délibérations

1. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2007

4. Le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants a présenté le rapport de l'Organe pour 2007¹. Se référant au premier chapitre du rapport sur le principe de proportionnalité et les infractions liées à la drogue, il a noté que ce principe exigeait que les réponses des gouvernements face aux infractions liées à la drogue soient proportionnées à la gravité de l'infraction. À cet égard, il a souligné que les trois traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, à savoir la Convention unique sur les stupéfiants de 1961², la Convention de 1971 sur les substances psychotropes³ et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁴ encourageaient et facilitaient des sanctions proportionnées aux infractions liées à la drogue et que la Convention de 1988 priait les Parties de prendre des mesures spéciales pour que les infractions graves ne soient pas commises en toute impunité. Rappelant que la proportionnalité impliquait le respect du principe d'égalité devant la loi, le Président a souligné que les trafiquants de drogues à grande échelle ne devaient pas être autorisés à utiliser leurs ressources pour compromettre le système de justice pénale. Il a ensuite présenté à la Commission le Programme d'accès aux médicaments sous contrôle, conçu par l'Organisation mondiale de la santé en consultation avec l'Organe, et a invité les gouvernements à en soutenir la mise en œuvre. Il s'est déclaré satisfait de l'action menée par toutes les institutions intervenant dans la lutte contre les drogues, y compris les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile.

5. Les orateurs qui se sont exprimés sur le rapport de l'Organe pour 2007 se sont félicités qu'il accorde une large place au principe de proportionnalité et aux

¹ *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2007* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.08.XI.1).

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

³ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

⁴ Ibid., vol. 1582, n° 27627.

infractions liées à la drogue. Certains orateurs se sont déclarés préoccupés que la peine capitale reste en usage, rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 62/149 du 18 décembre 2007, avait demandé à tous les États qui maintenaient encore la peine de mort d'instituer un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort. D'autres intervenants ont noté que l'Organe devrait donner aux États des recommandations claires concernant l'application du principe de proportionnalité pour les infractions liées à la drogue.

6. Plusieurs orateurs ont mentionné que le but des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues devait être de protéger la santé des individus et du public dans son ensemble et que ces traités devaient être appliqués en tenant compte des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Certains orateurs ont fait observer que les mesures prises par leurs États pour protéger la santé publique et les droits de l'homme étaient considérées par l'Organe comme contraires aux traités internationaux sur le contrôle des drogues. Des orateurs ont indiqué que les nouveaux risques pour la santé exigeaient des approches novatrices pour réduire les effets néfastes de l'abus de drogues sur la santé et la société.

7. La Commission s'est félicitée des efforts soutenus déployés par l'Organe pour promouvoir le maintien d'un équilibre mondial entre l'offre et la demande de matières premières opiacées utilisées à des fins médicales et scientifiques, comme le prescrivaient les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972⁵. Elle a félicité l'Organe pour avoir organisé des réunions informelles avec les principaux États qui importent et produisent des matières premières opiacées. Il a été fait référence à la résolution 2007/9 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 2007, dans laquelle le Conseil avait souligné la nécessité de maintenir un équilibre entre l'offre et la demande de matières premières opiacées.

8. Des orateurs ont souligné la nécessité d'adhérer aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, fondement du système international de contrôle des drogues, et de les appliquer intégralement. Les États qui n'étaient pas encore parties à tous ces traités ont été priés instamment d'y adhérer sans tarder. Les États ont en outre été priés instamment de s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation de rapports et de communiquer en temps voulu des renseignements à l'Organe.

9. On s'est félicité de ce que les missions de pays effectuées par l'Organe offraient une occasion précieuse d'échanger des informations, des idées et des vues sur des questions d'intérêt mutuel. Ces missions étaient considérées comme un important moyen pour l'Organe de continuer à renforcer le dialogue avec les États Membres et les autres organisations œuvrant dans le domaine du contrôle des drogues. Certains orateurs ont exhorté l'Organe à garantir l'objectivité dans ses activités et rapports de mission et à s'efforcer de prendre en considération les situations et circonstances nationales exceptionnelles qui pourraient influencer sur l'approche adoptée par différents États en matière de contrôle des drogues.

10. Plusieurs représentants ont informé la Commission d'un certain nombre de faits et de résultats qui méritaient d'être signalés concernant la lutte contre l'abus et le trafic de drogues. Des orateurs ont rendu compte des stratégies de contrôle des drogues de leur gouvernement visant à réduire l'offre et la demande de drogues

⁵ Ibid., vol. 976, n° 14152.

illicites. Certains ont indiqué que grâce à ces stratégies, de grandes quantités de drogues illicites avaient été saisies, des laboratoires de fabrication de drogues illicites avaient été démantelés et d'importantes mesures visant à renforcer le contrôle des drogues avaient été prises.

11. On s'est inquiété de la détérioration de la situation en matière de contrôle des drogues en Afghanistan. Certains orateurs ont estimé que la communauté internationale devait redoubler d'efforts pour aider le Gouvernement afghan à s'attaquer au problème de la drogue dans le pays. On a également mentionné – autre évolution de mauvais augure – le fait que les pays d'Afrique étaient de plus en plus utilisés comme zones de transit par les trafiquants.

12. Certains orateurs se sont félicités du document de travail établi par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en consultation avec l'Organe sur les moyens de réduire les conséquences sanitaires et sociales néfastes de l'abus de drogues et ont encouragé l'Organe à poursuivre son dialogue avec les gouvernements afin de parvenir à un consensus sur cette question.

13. L'observateur de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'impossibilité d'accéder à des analgésiques opioïdes entraînait des souffrances inutiles, alors même que la prise en charge de la douleur n'était ni difficile, ni coûteuse. De son point de vue, les gouvernements devaient favoriser l'accès à ces substances tout en empêchant la progression de leur usage non médical, et ils devaient mettre en place des politiques visant à s'assurer qu'elles étaient facilement disponibles à des fins médicales. Ayant remercié l'observateur de la France et les représentants des Pays-Bas et des États-Unis pour le soutien qu'ils avaient manifesté en faveur du Programme d'accès aux médicaments sous contrôle, l'observateur de l'Organisation mondiale de la santé a fait remarquer qu'il était essentiel d'élargir la base des donateurs pour que le Programme porte tous ses fruits.

14. Les représentants de la Bolivie et du Pérou ont rappelé que, dans leurs pays, la mastication de la feuille de coca était une tradition ancestrale. Il a été noté que, aux termes du paragraphe 2 de l'article 14 de la Convention de 1988, les mesures adoptées pour éliminer la demande illicite de stupéfiants devaient tenir dûment compte des utilisations licites traditionnelles et de la protection de l'environnement. L'Organe a été prié de prendre cet élément, ainsi que d'autres, en considération lorsqu'il examinerait la situation relative à la mastication de la feuille de coca. Il a également été prié de poursuivre son dialogue avec les gouvernements concernés. Son Président a redit que l'Organe y était disposé.

2. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2007 sur l'application de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988

15. Le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants a présenté le rapport de l'Organe pour 2007 sur l'application de l'article 12 de la Convention de 1988 et a souligné l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre les drogues dans le cadre du Projet "Prism" et du Projet "Cohesion". À ce propos, il a félicité le Gouvernement slovène pour sa saisie récente de plus de 110 tonnes d'anhydride acétique destiné à la fabrication illicite d'héroïne. Il a noté que cette opération majeure avait réussi grâce à la coopération entre plusieurs pays et aux enquêtes menées conjointement dans le cadre du projet "Cohesion". On espérait que ces progrès et d'autres pourraient aider le Gouvernement afghan à faire face aux

graves problèmes liés à la fabrication d'héroïne sur son territoire. Le Président a appelé l'attention des gouvernements sur le fait qu'en raison des succès obtenus dans la surveillance du commerce international des substances utilisées pour la fabrication illicite de drogues, le détournement des circuits de distribution internes et la contrebande transfrontière étaient devenus les méthodes les plus fréquemment employées pour obtenir ces substances chimiques en vue de les utiliser dans des laboratoires clandestins. Les gouvernements ont donc été instamment priés de surveiller de manière adéquate la fabrication et la distribution internes de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de drogues. Pour éviter que les organisations de trafiquants ne cherchent à se procurer des substances non inscrites aux fins de la fabrication illicite de drogues, les gouvernements ont été priés d'utiliser la liste de surveillance internationale spéciale limitée de substances non inscrites qui avait été communiquée à toutes les autorités compétentes en 2007. Les gouvernements ont aussi été encouragés à mettre en place des mécanismes d'échange d'alertes et d'informations sur les échanges suspects et les saisies de produits chimiques de remplacement.

16. Les représentants de plusieurs États Membres ont félicité l'Organe pour son rapport de 2007 sur l'application de l'article 12 de la Convention de 1988, et en particulier pour la vue d'ensemble qu'il a donnée de l'application des dispositions de la Convention de 1988, du commerce licite des précurseurs et des tendances récentes du trafic de précurseurs à l'échelle mondiale. Il a été noté que le rapport de l'Organe appuyait les travaux menés par les autorités nationales pour prévenir le détournement de précurseurs chimiques. Certains orateurs ont demandé que l'Organe utilise aussi des sources de données complémentaires pour élaborer ses rapports.

17. Des orateurs ont pris note avec satisfaction des travaux de l'Organe en tant que point focal mondial pour le Projet "Prism", de l'initiative internationale contre le détournement de produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stimulants de type amphétamine et, de la contribution de l'Organe à l'Opération "Crystal Flow".

18. L'observateur de la Malaisie a fourni des informations récentes sur le démantèlement d'un grand laboratoire clandestin qui avait été utilisé pour la fabrication illicite de méthamphétamine. En mars 2008, les services de détection et de répression malais ont arrêté plusieurs ressortissants d'autres pays et saisi des substances, y compris des précurseurs chimiques utilisés dans la fabrication illicite de méthamphétamine. De l'avis de l'observateur, cette affaire contribuait à confirmer l'implication des réseaux criminels internationaux dans la fabrication illicite de drogues.

19. Un certain nombre d'orateurs ont insisté sur l'utilité et l'importance toujours aussi grandes des notifications préalables à l'exportation, et les gouvernements qui ne participaient pas encore au système de notification ont été engagés à le faire. Plusieurs orateurs ont décrit les nouvelles mesures de contrôle des précurseurs et lois y relatives qui avaient été mises en place dans leurs pays.